



L'Alternative Rouge et Verte

Bulletin de Ensemble ! Bourgogne-Franche-Comté

n°86 juillet à septembre 2021 - 3,00 €

ÉDITORIAL

Des crises multiples, des mobilisations éclatées ou confuses

La situation demeure marquée par le poids de la crise, mondiale, du COVID, dont les aspects sanitaires ne sont pas stabilisés. Les décisions autoritaires, quand il fallait encourager le débat public et la démocratie sanitaire, notamment sur les lieux de travail, ont généré l'inquiétude, la perte de repères collectifs et accentué le brouillage idéologique. Les contraintes sur la vie quotidienne des populations ont comme conséquence un repli individuel peu favorable aux mobilisations collectives.

Les manifestations contre le passe sanitaire de cet été montrent le degré de colère et d'exaspération ambiantes, mais aussi la **grande confusion** qui en résulte. Elles ont également charrié des dérives, notamment antisémites. On assiste en effet, dans les manifestations contre la vaccination obligatoire et contre le passe sanitaire, au retour d'un antisémitisme d'extrême - droite décomplexé. Ombre sur la société induite par la droitisation du champ politique, marquée notamment par divers racismes dont l'islamophobie !

Different des « Gilets jaunes » qui avaient rapidement élargi leurs revendications à l'ensemble de la politique sociale, ce mouvement massif doit nous interroger. N'est-il pas le moyen de mettre l'exécutif en porte-à-faux, à quelques mois de la présidentielle ? Faut-il au contraire s'en écarter du fait de sa revendication centrale, une liberté individualiste voire même "anar de droite", et de ses ambiguïtés ? Alors que faire ? Dans l'immédiat, la **défense de l'hôpital public**, la **levée des brevets** permettant une généralisation des vaccins à l'échelle mondiale, une **véritable campagne vaccinale**, fortement incitative allant vers les gens, pourraient rassembler toute la gauche et les écologistes dans un front commun.

*Rompre
avec
l'existant !*

À plus long terme, si malgré la précarité et le chômage, les mobilisations syndicales ont été jusqu'ici peu massives, on observe des avancées et des résistances réelles. Elles se manifestent dans nombre de mobilisations sociales, écologiques (mobilisations des jeunes sur le climat) et démocratiques, contre les discriminations, les inégalités, les dominations, en soutien aux migrants, dans des prises en charge collectives de moments de vie quotidienne, dans la recherche d'alternatives concrètes. Si la crise démocratique s'est accentuée, il existe au moins les **prémisses d'une alternative**.

On peut être perplexe sur la possibilité d'aboutir à une candidature commune de gauche et écologiste à la Présidentielle. Mais tenter d'y parvenir du fait d'une mobilisation citoyenne n'est-ce pas le meilleur moyen de préparer les recompositions à venir ? Pour cela, Ensemble! agira pour que le mouvement citoyen ne porte pas que sur les élections, mais participe des mobilisations sociales, environnementales et démocratiques à venir. Et articule constructions autogestionnaires et échéances institutionnelles. Il nous faudra donc bâtir un socle de propositions en **rupture avec l'existant**. Se mettre en mouvement, au moyen d'assemblées locales, démocratiques, ouvertes à toutes et tous, suppose donc que nous nous donnions ce socle citoyen, politique, écologiste et social.

Le Comité de rédaction

Ensemble!
mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire



Telechargez le **numéro 86** de l'AREV en couleur :
<https://ensemblefrancheconte.home.blog/>

et les numéros antérieurs sont tous disponibles également dans ce blog.

SITE DE DÉPÔT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 6 octobre 2021

Date limite de distribution
13 octobre 2021

Les Alternatifs de FC
6 chemin d'Avanne à Velotte
25 000 Besançon

SOMMAIRE

Page 1	Éditorial : Rompre avec l'existant	Page 10	T'as Meilleur Temps
Page 2	Sommaire	Page 11	Le Festival des Idées
	Stage régional 9-10 octobre	Page 12-14	Un monde de plus en plus dangereux
Pages 3	Élections régionales	Page 13	Afghanistan
Page 4-5	Élections départementales	Page 14	Algérie
Page 6	Au Chili	Page 15	Alain Cocq
Page 6-7	Tourbières et citoyenneté	Page 15	Le bonjour d'Alfred
Page 8	Histoire de l'Engrenage	Page 16	Université Ensemble!
Pages 9	Convention citoyenne des Vaîtes		

Stage régional Bourgogne-Franche-Comté samedi 9 et dimanche 10 octobre 2021 Programme

Samedi après-midi : les Présidentielles, débat centré sur « **2022 vraiment en commun** »

introduction **Jean-Claude Mamet**

Dimanche matin : « **Actualité des luttes écologistes : en quoi nourrissent-elles le logiciel éco socialiste ?** »

introduction **Laurence Lyonnais**)

Dimanche après-midi : « **Les bouleversements géopolitiques récents** »

introduction **Jean-Paul Bruckert**

Samedi en 2ème partie d'après-midi : balade en forêt

François Lassus présentera la vie des charbonniers.

Samedi en soirée : cinéma, film à préciser.

**Inscription : courriel à ensemble.mage.fc@gmail.com
puis nous vous confirmerons votre participation.**

Nous serons accueilliEs à l'"**Hôtel communal de la Vieille Loya**", Nord Jura.

La Clairière de Chaux, 2 rue du chalet 39800 LA VIEILLE LOYE. Draps et serviettes fournis.

Hébergement : 26 places : 8 ch. de 2, 2 ch. de 3 et une de 4.

Nous vous proposons d'arriver **samedi en fin de matinée**

avec un **pique nique** à partager (déjeuner de samedi de type auberge espagnole).

Ensemble! Besançon assurera les **repas du dîner samedi et du déjeuner du dimanche**. *Le petit déjeuner du dimanche peut être amélioré par vos confitures "maison", nous approvisionnerons le reste.* Nous devrons assurer la vaisselle et le rangement-ménage des chambres et cuisine du gîte pour récupérer notre caution.

Le coût de la **location de l'hôtel est de 620 euros** pour le week-end auquel ajouter les frais liés aux repas. La participation financière qui vous est demandée est de **50 euros minimum**, mais en fonction de vos ressources vous pouvez bien entendu aller au delà, ou au contraire nous faire savoir ce

EN GUISE DE BILAN DES ÉLECTIONS REGIONALES

Pierre ABECASSIS

Encore une déception électorale, une de plus ! 4,5 % seulement pour "Le Temps des Cerises" (LTdC), la liste dont E! était partie prenante (voir l'AREV n°85).

Bien sûr, on n'est déçu que par rapport à ses espoirs : en termes de score - car, à la fin, il n'y a que ça qui compte - seul.e.s quelques incorrigibles optimistes nous voyaient dépasser les 10 % ; mais, malgré le dernier sondage à... 4,5 %, la plupart d'entre nous pensions que les 5 % seraient atteints, nous ouvrant ainsi la possibilité de négocier quelques élus. Que s'est-il donc passé pour que LTdC réalise le plus faible score de toutes les listes à gauche du PS de l'Hexagone ? Certes, il ne nous a manqué que 5 000 voix sur près de 700 000 votants. Mais avec 65 % d'abstentions, c'est beaucoup. Et pourtant :

- notre liste était exemplaire du point de vue de l'unité, valeur chère au "peuple de gauche" : dès que le PCF est parti voir ailleurs si l'herbe était plus rose, dès que nous avons compris qu'EELV ne lâcherait pas Corinne LEPAGE pour Bastien FAUDOT et LFI, nous sommes parvenus à rassembler pas moins de neuf formations politiques (de taille et d'influence certes inégales) au point que le Ministère de l'Intérieur ait classé LTdC comme liste "Union de la Gauche" ;
- nous avons (le sentiment d'avoir) fait une bonne campagne dans le contexte sanitaire imposé, certes à toutes les listes, mais particulièrement pénalisant pour celles de moindre notoriété ; collages des affiches, tractages, visio-réunions, randonnées, contacts Presse, rencontres, débats, ont mobilisé plusieurs dizaines de militant.e.s qui ont fini "sur le flanc"...



Pour analyser cet échec, plusieurs éléments peuvent être avancés, plus ou moins liés entre eux, provenant du contexte politique général ou davantage liés à la liste elle-même :

- **la crise sanitaire**, ses peurs et ses contraintes ont mécaniquement favorisé les sortants et ce dans toutes les régions, quelle que soit leur couleur politique : vote utile, peur du RN, "on sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on aura", profil modeste et rassurant de "Marie-Guite", macroniste mais pas trop, PS (bien trop vite enterré) mais pas trop...;

- **notre positionnement politique** et, corollairement, nos cibles ;

"Le Temps des Cerises" est un bien joli nom, mais à qui parle-t-il sinon à quelques initiés ? Nous savions que nous nous situions à la gauche du PS et des écolos, mais les électeurs l'ont-ils compris qui n'ont pas reçu, pour un grand nombre d'entre eux, les professions de foi pourtant déterminantes dans leur choix ; à l'évidence, l'électorat de Mélenchon n'a pas reconnu notre "arc écologique et social". Quant à l'électorat du PS, notre dénonciation des sympathies macroniennes de la Présidente sortante n'aura donc pas suffit pour l'en détacher ;

• LTdC est apparue comme ce qu'elle était : une **coalition** de formations politiques ayant bien voulu associer des citoyen.ne.s issu.e.s du monde associatif et syndical, et pas suffisamment comme une liste en émanant ;

• du coup, le **programme**, largement construit avant même la finalisation de la liste, est resté aux mains des têtes de liste et spécialistes, tellement "crédible" qu'il en a perdu beaucoup de pugnacité et de radicalité anticapitaliste pourtant si nécessaire (les 5 000 voix qui nous ont manqué ne se retrouvent-elles pas chez Lutte ouvrière dont le nombre de voix est en hausse sur 2015 ?) ;

• notre **manque de notoriété** n'a guère aidé les citoyens à s'y retrouver, et le moins que l'on puisse dire est que les médias n'y ont pas pallié. Qui étions-nous ? D'où venions-nous ? Combien d'électeurs connaissent la "guirlande" de nos logos ? Bastien FAUDOT est sympathique et d'un physique avenant mais fallait-il en faire le seul personnage de l'affiche officielle ?

Beaucoup de questions donc, pour des réponses partielles. Nous n'avons vu paraître aucun bilan officiel ou officieux tiré par les têtes de liste de cette aventure. Financièrement, la catastrophe est probable même si tous les recours ne sont pas épuisés concernant la lamentable affaire des professions de foi non distribuées. Politiquement, la liste a explosé, ayant même échoué à la publication d'un communiqué faisant consensus. La tentative d'un "après" reste pour le moment sans suite. Et devinez quoi ? Dès le 21 juin, c'était la Présidentielle qui, pour beaucoup, était désormais en ligne de mire...



La campagne des Régionales... en rase campagne !

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES DANS LE DOUBS

Le département du Doubs (19 cantons) s'organise autour de trois pôles, Besançon, le Pays de Montbéliard et le Haut-Doubs. Il reste dirigé par la droite. Marquées par une très forte abstention (2/3 d'abstentionnistes), ces élections se déroulaient les mêmes jours que les régionales qui ont vu la victoire de Marie-Guite Dufay (PS). Quatre composantes politiques essentielles ont participé à cette échéance. La droite (Les Républicains, dont est issue la Présidente, Christine Bouquin) a remporté 12 cantons soit 24 élus. La gauche, rassemblée sous l'appellation "Le Doubs social, écologique et solidaire", était présente dans 17 des 19 cantons. Elle en a remporté 6 (dont un, Besançon 4, gagné sur la droite sortante). LREM présentait un nombre réduit de candidat.es et n'a remporté qu'un seul canton. Enfin le RN, figurant cependant dans 5 cantons (dont 3 du Pays de Montbéliard), présent partout au second tour, n'en a remporté aucun.

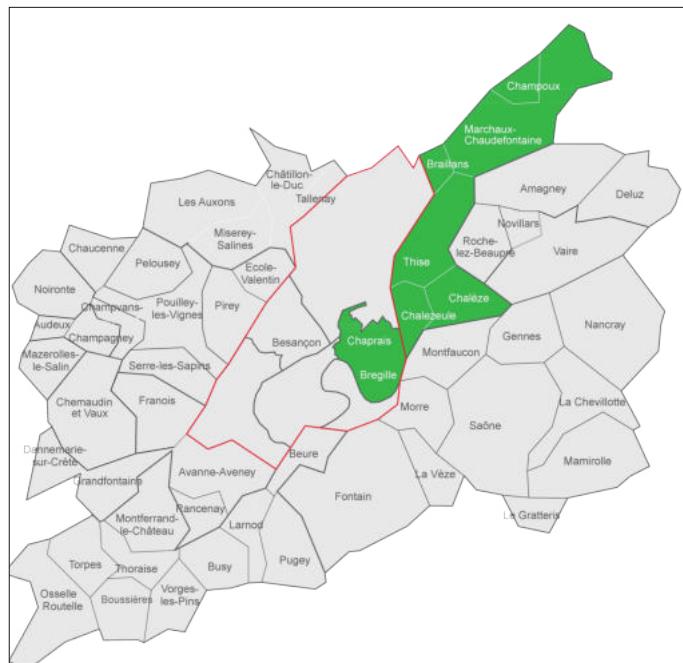
L'Alternative Rouge et Verte (AREV) s'est entretenue avec Georges UBBIALI, élu d'Ensemble! au Conseil départemental dans le canton 4 de Besançon avec Jeanne HENRY (PC) comme colistière.

L'AREV. L'union pour les départementales a-t-elle été difficile à réaliser ?

G.U. La simple mention de la durée des discussions, d'octobre 2020 à mai 2021, montre toute l'énergie qu'il a fallu déployer pour parvenir à réussir à mettre (et maintenir) autour de la table les composantes de la gauche et des écologistes (PCF, PS, Génération.s, EELV, FI, AGC-A Gauche Citoyens-, E !), à l'exception de l'extrême gauche (NPA en particulier, qui n'a pas envisagé de s'impliquer). On peut dire qu'il a fallu user de beaucoup de diplomatie et d'huile de coude pour parvenir à un accord, pas total d'ailleurs.

L'AREV. Comment s'est développé le processus d'élaboration programmatique ?

G.U. Deux phases se sont succédé, par visioconférence dans un premier temps, ce qui ne simplifie pas franchement les choses, en présentiel dans un second temps. Le premier moment, de loin le plus long, a consisté à discuter autour des axes politiques (et secondairement d'un mode d'organisation, sorte de « règlement interne »). Une fois éliminée la question d'une claire démarcation par rapport au macronisme (les élus sortants PS ayant opté pour une moitié d'entre eux pour un soutien à LREM), on s'est engagé dans des



tractations, autour de formulations alternatives, défendues par chaque représentant. Il serait trop long, ici, de détailler toutes les questions qui ont suscité des formulations plus ou moins compatibles. D'ailleurs, cette phase .../...

CAHIER DEMOCRATIE

.../... d'élaboration programmatique n'était pas finie (et, pour dire vite, n'a jamais été réellement finalisée) quand a débuté une seconde phase : la répartition des différentes forces dans les 19 cantons du Doubs.

L'AREV. Et de quelle façon avez-vous procédé pour la répartition des cantons ?

G.U. Si la dimension proprement politique était compliquée, cet aspect "partage des places" le fut à un degré plus avancé. Deux paramètres sont intervenus : d'une part la question des sortants et d'autre part le fait que certains cantons (en particulier les cantons urbains) sont plus favorables à la gauche (et donc potentiellement gagnables) et d'autres constituent des « terres de mission ». A cela s'ajoute une demande de la FI qui refusait, dans un premier temps, toute association avec le PS. C'est d'ailleurs sur cet aspect que les tensions furent les plus fortes. Quasiment jusqu'à la veille du dépôt des candidatures, ce fut un jeu de chaises musicales. Le principe d'un mélange des candidat.es provenant d'horizons variés n'a pas été complètement respecté, en particulier sur les cantons « gagnables ». Mais la dynamique unitaire a finalement emporté le processus et a permis de présenter des candidats uniques de la gauche et de l'écologie sur 17 des 19 cantons du département.

L'AREV. Quelles en ont été les limites ?

G.U. Evidemment ce rassemblement n'est pas parfait. Je vois trois limites, essentiellement. Tout d'abord, la totalité des cantons n'a pas été couverte. Ceux de Maïche et Morteau sont restés sans candidats. Ensuite, la répartition envisagée initialement (1/3 PS et alliés, 1/3 EELV, 1/3 FI) n'a pas été respectée. La FI a été la grande perdante dans les négociations. Ses demandes en matière de cantons n'ont pas été satisfaites. Cela a créé des tensions, qui se sont traduites par un refus de soutien de la part de la FI aux candidatures unitaires, à l'exception de deux d'entre elles (Besançon 3 et Besançon 4). Enfin, la dynamique unitaire s'est très peu manifestée dans le cadre de la campagne. Chacun a fait sa campagne sur son canton, sans réelle intrication entre les différents cantons.

L'AREV. Comment Ensemble! a-t-il été perçu dans cette union et quel a été son rôle ?

G.U. Sur la perception, je dirais que c'est aux autres forces politiques de nous la révéler. Sur notre rôle, nous avons essayé de fonctionner comme une composante qui mettait l'unité (et non la préservation de ses intérêts) en premier lieu. Nous avons été les premiers à suggérer des compromis possibles. Dans les difficultés suscitées par les obstacles mis aux demandes de la FI, nous avons joué un rôle d'intermédiaires et de facilitateurs,

sans d'ailleurs être nécessairement entendus.

L'AREV. Et si l'on parlait plus précisément du déroulement de votre campagne, du rôle que tu entends jouer ? Et quels en sont les prolongements possibles ?

G.U. On aurait souhaité l'implication de toutes les forces de l'arc de cercle rassemblé. En pratique, ce ne fut pas le cas. Seuls le PCF et AGC ont participé au comité de campagne mis sur pied. Pour ce qui est de mon rôle, je le vois comme force de propositions. Pour une orientation la plus à gauche, écologiquement déterminée bien sûr. Je vais insister en particulier avec ma co-candidate, pour que l'on travaille en partenariat avec les collectifs et associations du canton, et au-delà. Quant aux prolongements envisagés ? Dans le court terme, une association des ex-candidat.es et de leurs soutiens va être créée au niveau du département. Bien entendu que je vais m'associer à son succès et, plus encore, à son efficacité. Pour le reste, il faut le temps que je prenne mes marques, ce qui est le cas des nouveaux élus.



Chili : Pas de démocratie sans solidarité



André PACCO

Comment ? Au Chili, sur les terres du triste sire Pinochet, une indienne mapuche élue Présidente de l'Assemblée constituante? Divine surprise!.

Le divin n'a pas grand chose à voir là-dedans. Même si, il y a moins de 2 ans, le 9 octobre 2019, le Président Sebastian PINERA, croyait encore pouvoir déclarer : "Au milieu d'une Amérique latine en convulsion, nous voyons que le Chili est une véritable oasis, avec une démocratie stable"... Mais "Patastras!" Quelques jours plus tard, voilà qu'une simple augmentation de quelques centimes du ticket des transports publics a réveillé le feu qui couvait sous la cendre depuis une quinzaine d'années (conflits dans les ports et les mines, chez les étudiants, chez les femmes et chez les minorités sexuelles).

Couvre-feu, répression, des milliers de blessés, de nombreuses arrestations... rien n'arrête "l'ennemi" ouvertement désigné par le Président : la jeunesse, les populations des quartiers populaires, les classes moyennes. Deux millions de personnes défilent au son des concerts de casseroles. Les drapeaux nationaux se mêlent à ceux du peuple mapuche. La fameuse Place d'Italie est rebaptisée "Place de la Dignité"...

Devant l'ampleur du mouvement, le pouvoir lâche une concession : l'organisation d'un référendum en vue de l'élection d'une assemblée constituante. C'est cette assemblée qui est mise en place le 4 juillet dernier sous la présidence d'Elisa LONCON, indienne mapuche, linguiste universitaire dont l'engagement-phare est "Prendre soin de la Terre Mère".

Evidemment, ne rêvons pas. Le pouvoir est toujours en place, avec sa majorité disposant de possibilités de blocage, et qui, dès le lendemain de la mise en place de la Constituante, a disposé quelques embûches, notamment avec le cadre réduit de "l'accord pour la Paix" imposé à l'ensemble des partis avant d'ouvrir le "processus constitutionnel".

Optimisme cependant : quand la Présidente et les constituant.es ont découvert au lendemain de leur nomination que le gouvernement les avait généreusement installés dans un local vide sans mobilier, sans ordinateur, sans sonorisation... les universités leur ont immédiatement proposé leurs propres murs.

La solidarité pourrait être l'atout majeur d'Elisa dans sa marche pour la démocratie.



TOURBIÈRES ET DÉMOCRATIE : à FRASNE, une réussite due au dialogue et au respect

Isabelle BARNIER

A FRASNE en juin dernier, habitants et militants se sont pressés pour écouter les scientifiques donner les dernières nouvelles de la vie fluctuante de la tourbière et de son niveau d'eau. Comment en est-on arrivé là, alors que dans la décennie 90, les oppositions au périmètre Natura 2000 étaient d'abord vives ? Les tourbières couvrent 3% des surfaces émergées du globe et stockent 30% du carbone terrestre. "Puits de carbone" en temps normal, la tourbière peut devenir émettrice de carbone en cas de stress comme une canicule, ou de travaux de drainage, par exemple.

Pour les habitants de FRASNE, la tourbière a longtemps été source de combustible, depuis le 17e siècle et jusqu'au milieu du 20e siècle. Après l'arrêt de l'exploitation, elle était d'abord un territoire de chasse et un revenu potentiel par plantation de forêts. Pourtant, dès 1986 la commune de FRASNE a décidé d'inscrire les tourbières comme "réserve naturelle volontaire". En effet 20 ans avant, l'Université de Franche Comté avait implanté une station de recherche, tout près, à Bonnevaux, et des générations d'étudiants et d'enseignants-chercheurs se sont succédé sur place, diffusant déjà observations et rapports.

Ensuite Syndicat intercommunal, Communauté de communes, Etablissement public d'aménagement et de gestion des eaux ont accompagné par le dialogue et l'écoute tous les acteurs et les personnes impactées. Ne pas passer en force, expliquer et négocier, inciter plutôt que contraindre... tels ont été les maîtres-mots des élus et des techniciens qui durant 30 ans ont œuvré pour ce qui est considéré comme une réussite. Aujourd'hui, les agriculteurs ont reçu des compensations financières notamment via Natura 2000, et changé partiellement leur point de vue. L'image noble du comté comme fromage issu de prairies à la flore très variée (plus de 500 espèces, clamaient les affiches) a aussi contribué à faire évoluer les esprits, même si la course à la productivité d'une partie de la profession entame cette image.

Les techniciens qui inlassablement faisaient le lien avec chaque acteur de terrain ont aussi choisi de ne jamais sanctionner, et d'accepter des arrangements à court terme pour préserver le long terme. Ainsi une

culture du dialogue s'est progressivement construite, les acteurs apprenant à comprendre les positions différentes de la leur.

Au fil des années, une culture scientifique importante s'est diffusée, et le 30 juin à FRASNE, l'auditoire était passionné par les descriptions précises des échanges hydriques entre le karst et les différentes couches de tourbe, ou l'analyse des effets des travaux sur les points névralgiques de la tourbière. Enfin son rôle comme éponge-réserve pour les cours d'eau en aval dont le Doubs (asséché plusieurs étés de suite) est de plus en plus reconnu. Discours des élus ou qualité des questions de la salle montraient le niveau de connaissance et de compétence acquis localement. Grâce à un investissement considérable, il faut le noter, des programmes européens et nationaux en termes de moyens d'animation, grâce à l'engagement des élus et des acteurs locaux, la tourbière de Frasne est (re)devenue un élément du patrimoine local et sera protégée, durablement, espérons le.

En conclusion, pour Laurence Lyonnais qui travaille à l'animation autour de la tourbière depuis des années, si l'acquisition de connaissances scientifiques et le regard porté sur la biodiversité et les écosystèmes sont un préalable à la prise de conscience, il est déterminant que des structures démocratiques accompagnent gestion et prise de décision.

contact: lyonnais.laurence25@gmail.com



Démocratie côté Dijon...

Le 17 juin 2020, à l'occasion d'un appel national contre la ré-intoxication du monde, signé par de nombreux collectifs, associations, syndicats, territoires en lutte..., une manifestation de 400 personnes se terminait au 63 avenue de Langres à Dijon.

Des militants avaient, alors, investi deux hectares d'anciennes terres maraîchères menacées par le projet de 330 logements « Garden State » du promoteur Ghitti Immobilier. La vie s'y était organisée rapidement avec des habitants du quartier, chacun apportant ses connaissances et son savoir-faire. Des parcelles collectives étaient mises en culture et des petits jardins potagers étaient installés, une buvette, un terrain de pétanque, une boîte à livres voyaient le jour. Une maison vide était occupée. Rapidement s'étaient mises en place vente et distribution de légumes, séances de cinéma.

Cette intervention citoyenne n'était pas du goût de la municipalité de François Rebsamen, maire et ancien ministre : envoi de la police municipale avec un premier passage de pelleteuses, puis décision du juge favorable à l'expulsion des terrains remis en culture après ce passage... En mars de cette année un Tribunal accordait un délai de 6 mois... mais le 20 avril, soit un mois après cette décision, le Préfet mobilisait des engins de chantier et 100 gendarmes pour tout raser (arbres, haies, poulailler) et évacuer toute la terre cultivable, le tout en quelques heures.

Une occupation illégale mais légitime

On peut contester les moyens utilisés par les occupants à condition de ne pas confondre légalité et légitimité. Cette occupation est illégale, les acteurs de cette mobilisation le reconnaissent volontiers au vu des décisions prises par la municipalité de Dijon, mais elle est légitime au regard de l'urgence à réduire l'envahissement du béton dans la ville. Cette marche forcée à la construction de logements, de plus en plus contestée par les habitants, relève davantage d'une conception mégalomane du développement que de celle d'une ville résiliente et harmonieuse.

Dans ce quartier déjà très urbanisé, la création des jardins de l'Engrenage a déclenché un fort élan de sympathie. Une pétition a été signée par 800 personnes, tandis que l'association des « Amis de l'Engrenage » regroupait 160 adhérents. Le crash démocratique des dernières élections montre la faillite d'un système représentatif qui dépouille les citoyens de leur droit à intervenir entre deux scrutins, entre autres sur l'aménagement et le devenir de leur ville. Il faut ajouter, justement, que ce soutien s'est confirmé lors des élections départementales où les candidat.e.s de l'Engrenage, tiré.e.s au sort, recueillaient près de 15 % des



suffrages dans le canton de Dijon 2 et 24 % dans le bureau de vote proche du site.

Suite à la décision de la Cour d'Appel du 29 juin 2021, les jardins partiellement sauvés des pelleteuses en avril ont été définitivement détruits le 20 juillet. Les camions, les grues, tout était prêt juste derrière le cordon des forces de l'ordre. Les opérations ont duré trois semaines avec un dispositif de militaires armés postés dans le quartier. Mais la lutte pour sauver les arbres et les jardins n'est pas terminée, il y a d'autres terrains à défendre.

Voir le site local – Dijoncter.info - Site d'infos en lutte sur Dijon

Merci à Raymond MAGUET de nous avoir fourni le détail des informations.



LES VAÎTES :

une nouvelle maire écologiste a lancé étude et convention citoyenne :

À BESANCON la zone des Vaîtes mariait jardins et horticulture, avec des espaces naturels préservés. Jusqu'en 2005, où un projet de 2 000 logements a déboulé. De recours en jugements et avis, l'association "Les Vaîtes" puis FNE (1) ont lutté contre la ville. En 2018, l'annonce de la préemption de 90 % des jardins familiaux a déclenché la création de l'association "Jardin des Vaîtes". Anne VIGNOT, nouvelle maire écologiste, élue en mars 2020, avait promis une convention citoyenne.

Fin 2020, après un été d'occupation à l'initiative d'Extinction Rébellion et ANV-COP21, puis du démantèlement (voir AREV n°84) de la ZAD, la mairie lance à la fois un Groupe expert, le GEEC (2), réuni autour d'un universitaire local reconnu, et l'annonce de la convention citoyenne. Celle-ci se déroulera finalement de fin mai au 2 juillet 2021.

Après tirage au sort de 1 500 citoyen-ne-s sur la liste électorale puis appel à volontariat adressé à ce 1er groupe, il restait quelques 200 personnes. Une seconde sélection par âge, sexe, quartier a permis de nommer les 51 membres de la Convention. La ville a délégué organisation et animation au cabinet ResPublica.

Une camarade d'E !, tirée au sort, a suivi l'ensemble de la consultation, organisée sur trois jours. Le premier jour était essentiellement consacré à la défense du projet par les instances de la ville qui l'avaient élaboré, urbanistes, l'INSEE sur l'état du logement, Coopilote sur l'activité maraîchère, d'autre partenaires sur l'étude de la biodiversité. "Beaucoup de chiffres et documents complexes à analyser sans beaucoup de temps de réflexion et de débats. Nous étions réparti-es au hasard par tables de 6 pour élaborer des questions aux intervenants. Journée très dense !"

Certaines interventions ont été plus ou moins imposées par les citoyens, comme celle de la maraîchère Adeline SIMON, qui exploite des terres très riches, historiquement consacrées à l'horticulture, et promises à la construction d'une école liée au nouveau quartier. Cette intervention a été particulièrement saluée, Adeline défendant les sols, la situation, la tradition et l'intérêt exceptionnel de tels terrains.

Durant la convention, grâce aux groupes d'échanges sur le net, des membres du "Jardin des Vaîtes" ont offert des visites militantes pour mieux comprendre la réalité de cet espace préservé.

Le dernier jour a été consacré à l'élaboration d'un rapport. Sans consensus ni même majorité affirmée, le rapport a développé deux hypothèses, l'une à 300 logements, l'autre sans construction d'habitat. Entre temps le rapport du GEEC était sorti, et il concluait largement à l'abandon du projet, pour des raisons à la fois de non justification de constructions nouvelles dans une ville marquée par les besoins de réhabilitations de quartiers anciens, de nécessité de préserver des espaces naturels et de jardinage de grande qualité, et par la faiblesse du projet

sous l'angle environnemental. Ecoquartier ne veut pas dire verdir un projet immobilier, clame l'association "Jardins des Vaîtes.". Le rôle de ces espaces comme îlot de fraicheur, réserve de biodiversité, écrêtement des crues, espace de promenade, source de production et de détente pour les jardiniers, et la qualité exceptionnelle des sols, dont témoigne Adeline Simon, tout milite pour un abandon définitif du projet (3).

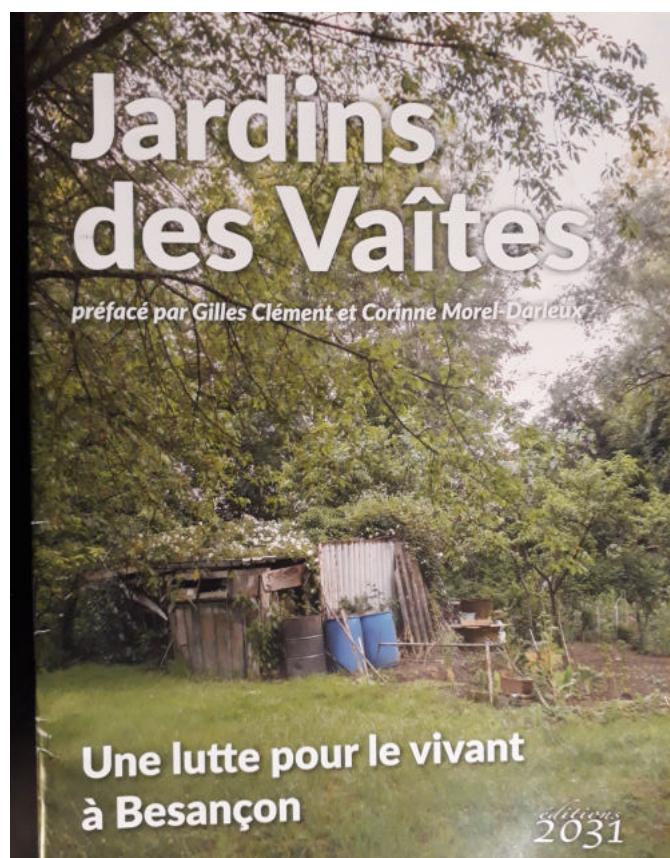
Or le conseil municipal doit statuer sur un projet... réduit à 500 logements. Prévoyant tout de même l'extension de l'école existante.

On peut supposer que EELV, qui était déjà soutien de l'ancienne majorité, n'a pas les coudées franches pour annuler le projet que le PS a défendu des années durant envers et contre tout bon sens.

1/ FNE : France Nature Environnement

2/ GEEC ; Groupe d'Experts pour l'Environnement et le Climat

3/ voir aussi AREV n°79 l'article de Gille Sené



« T'as Meilleur Temps ! », le magasin coopératif de Besançon

Frédéric CHATELET

Depuis le 12 novembre 2020, **T'AS MEILLEUR TEMPS !**, supermarché coopératif alimentaire, a ouvert ses portes à Besançon au 31 boulevard Kennedy, quartier Saint-Ferjeux.

Tout le monde peut y faire ses courses, il suffit de devenir coopérateur et de participer au fonctionnement de la coopérative. Pour cela, chaque membre doit acquérir 10 parts sociales (10 euros la part) de la coopérative et venir aider au magasin trois heures consécutives toutes les quatre semaines, tenue de la caisse, mise en rayon, réception des marchandises, nettoyage, etc. En cas de difficultés financières, la souscription peut être abaissée à 3 actions dans la mesure où la personne s'engage à terme à souscrire aux 7 actions restantes.

Chaque membre du magasin peut désigner un « ayant droit », il s'agit d'un conjoint, concubin, partenaire de PACS ou d'un colocataire. Cet « ayant droit » a accès au supermarché pour y faire ses courses mais n'effectue pas de service au sein de la coopérative et n'a pas de droit de vote.

Chaque coopérateur, de par sa souscription, est ainsi « propriétaire » du magasin et a un rôle de décideur (1 coopérateur = 1 voix). « T'as Meilleur Temps ! » encourage ses membres, en plus de ses trois heures, à s'impliquer davantage dans la vie de la coopérative et dans les prises de décisions, en participant aux différents temps d'échanges, en intégrant un organe de la gouvernance (pôle, groupe). Les groupes ont une responsabilité très opérationnelle, essentielle pour faire fonctionner le magasin. Ils sont rattachés à un pôle ; les pôles ont une fonction plus sectorielle permettant d'échanger sur des domaines d'activité spécifiques (achat, gestion, coopérateur, etc.).

Priorité aux producteurs locaux, aux circuits courts, aux produits bio

L'idée de ce magasin coopératif et participatif est née d'une initiative citoyenne souhaitant proposer une alternative au système existant de la grande distribution, en se réappropriant ses choix de consommation et en proposant des produits de qualité accessibles au plus grand nombre. La coopérative soutient et encourage les producteurs locaux respectueux de la nature en



<https://www.tas-meilleur-temps.fr>

pratiquant une politique de prix juste. Ainsi, au sein du magasin, une priorité - mais pas l'exclusivité - est donnée aux producteurs locaux, aux circuits courts, aux produits bio et de saison. L'un de ses objectifs est également de faire la promotion de l'agriculture durable et favorable aux paysans. Le but étant de devenir un lieu d'échanges et de partages autour de l'alimentation, ainsi qu'un outil de sensibilisation aux enjeux alimentaires. Toutes les tâches ne pouvant pas être assurées par les coopérateurs, « T'as Meilleur Temps » a embauché en septembre 2020, un premier salarié, Thomas. Il a pour mission de passer les commandes auprès des différents fournisseurs et d'en assurer le suivi.

Fin avril 2021 « T'as Meilleur Temps » comptait 500 coopérateurs, ce nombre a atteint 550 au 31 août et espère accroître le nombre de ses membres pour embaucher un second salarié. Ce type de magasin coopératif a vu le jour à New York en 1973, en France en 2017, à Paris (La Louve) et à Montpellier (La Cagette). Actuellement, ce sont près de 80 magasins ou projets de magasins coopératifs alimentaires qui émergent en France, dont trois en région Bourgogne-Franche-Comté, La Cambuse (Lons le Saunier), Court circuit 21 (Dijon) et T'as Meilleur Temps ! (Besançon).

Cette coopérative alimentaire n'est donc pas seulement un simple supermarché mais aussi, un outil pour faire bouger nos habitudes alimentaires et promouvoir une alimentation saine pour tous, et un lieu d'échanges et de débat.

Expression franc-comtoise, "t'as meilleur temps" signifie "tu ferais mieux de..." (NDLR)

Le Festival des Idées LA CHARITE-sur-LOIRE, juillet 2021

Pierre Abécassis

"Au milieu des tempêtes", "quand le doute fait des ravages", "la plus grave pandémie que nos générations aient connue", le "choc climatique", "les inégalités aggravées", "l'effondrement démocratique" nous obligent à "combattre les peurs" pour "redonner espoir". "Le temps presse et la société n'attend pas. Ensemble, faisons tomber les murs et inventons de nouveaux horizons".

Tels étaient les mots et phrases "choc" qui introduisaient la troisième édition du **FESTIVAL DES IDEES** de la Charité-sur-Loire* ces 9, 10 et 11 juillet 2021 dans le cadre exceptionnel du Prieuré de cette belle cité médiévale nivernaise.

Pendant trois jours, débats inversés (les citoyens s'expriment, les intervenants répondent...), auditions citoyennes, cartes blanches aux médias, travaux des think tanks ont permis aux centaines de participant.e.s de réfléchir et d'échanger sur la quasi totalité des questions qui agitent "la gauche" : économie des territoires, Gilets Jaunes, santé, dette publique, radicalité, école, laïcité, féminisme..., sans oublier, évidemment, 2022 et ses échéances décisives. Candidat.e.s et ancien.ne.s candidat.e.s aux Présidentielles**, elles et ils étaient (presque) tou.te.s là : Cécile Duflot, Sandrine Rousseau, Benoît Hamon, Yannick Jadot, Éric Piolle (que j'ai découvert ici et que j'ai trouvé excellent), Fabien Roussel,

Pas de stands politiques partisans, mais une belle brochette de médias (Alternatives économiques, Libé, L'OBS, Médiapart, Politis, L'Huma, Regards....) et partenaires (Fondation Jean Jaurès, MGEN, Hémisphère gauche...) proposaient leur presse et organisaient des débats en vue de vacances intelligentes et "regonflées". A noter deux stands très fréquentés : ceux des appels "Unité et alternative pour 2022" (unalt.fr) et "La primaire populaire" (primairepopulaire.fr), comme leurs noms l'indiquent !

Et, comme il se doit, la plénière de clôture du dimanche, dans la Grande Agora, permettait de "rassembler les propositions et construire la suite ensemble" avec l'espoir, pas si insensé, que la saison 4 du Festival des idées se tienne sous un régime débarrassé du Covid et de Macron.

Et pour aller plus loin : festivaldesidees.org

* créé en 2019 par le journaliste d'Alternatives économiques Guillaume Duval, et Christian Paul, ex-député PS "frondeur" de la Nièvre.

** ou non, du moins pour le moment, comme François Ruffin, Clémentine Autain (remarquable, comme dab), Olivier Faure, Adrien Quatennens, Edwy Plenel, Elsa Faucillon, Aurélien Taché, Manon Aubry, Pierre Larrouturou, Roger Martelli, Emmanuel Maurel, Dominique Meda, Priscilla Ludovski.... pour ne citer que les plus médiatiques.



Pour conserver ce lien avec nos actions et nos combats politiques.
Abonnez-vous pour 2021 !

Pour vous abonner et faire vivre ce journal

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

Retrouvez ce journal sur notre blog :
ensemblefrancheecomte.home.blog

Merci d'envoyer votre chèque de 12 € ou plus à :
Les Alternatifs de Franche-Comté
6 chemin d'Avanne à Velotte
25000 Besançon

**L'Alternative Rouge et Verte
Journal de Ensemble !**
2 rue du Porteau 25000 Besançon
Directeur de publication : P. Abécassis

Imprimerie Offset
25 000 Besançon

Tiré à 800 exemplaires
N° CPPAP : 1022, P 11163

Merci aux personnes qui ont participé à la rédaction : Pierre Abécassis, Alfred, Isabelle Barnier, Romain Biard, Jean-Paul Bruckert, Frédéric Chatelet, Jacques Fontaine, Laurence Lyonnais, Raymond Maguet, André Pacco, Jacques Thomas

Les articles n'engagent que leur auteur.
Journal réalisé avec Scribus, logiciel libre



Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents
d'adhésion à Ensemble !

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

à envoyer à

Roberte Vermot Desroches
28 Rue Henri Baigue
25000 Besançon

Grille de cotisation indicative fourchette selon le revenu mensuel		
Tranche de revenu	montant cotisation	cotisation moyenne
0 à 500	2,00 €	2 €
500 à 1000	2 à 4 €	3 €
1000 à 1200	4 à 6 €	5 €
1200 à 1500	6 à 15 €	10,5 €
1500 à 2000	15 à 30 €	22,5 €
2000 à 2500	30 à 50 €	40 €
2500 à 3000	50 à 75 €	62,5 €
3000 à 3500	75 à 100 €	87,5 €
3500 à 4000	100 à 120 €	110 €
4000 et au-delà	3 % mini	3 % mini

Les dons et cotisations ouvrent droit
à une réduction d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de Association de
Financement de Ensemble !

Un monde de plus en plus dangereux

Jean-Paul BRUCKERT

Un monde plus complexe

Nous pensions il y a peu qu'après avoir été bipolaire (URSS/USA), puis unipolaire (USA seuls), le monde était devenu durablement multipolaire. Cette situation n'est peut-être pas totalement dépassée mais l'affirmation de la Chine bouscule quelque peu cet état de choses, de sorte qu'il est permis de penser que nous nous acheminons, si ce n'est déjà fait, vers un monde bipolaire. Et ce dans un contexte dans lequel la complexité du monde et des relations internationales fait cependant que cette nouvelle bipolarité ne peut être une reproduction de la précédente.

Tout est plus compliqué. Relative autonomie des puissances moyennes – « *Parfois, ces puissances moyennes ont même plus d'influence que les grandes puissances !* » soulignait Antonio Guterres (*SG de l'ONU dans un entretien au journal « Le Monde »*) -, défi djihadiste (En Afrique et au Moyen-Orient en particulier), crises qui échappent aux politiques étatiques et peuvent bouleverser les évolutions et les hiérarchies (la Covid par exemple pour l'Inde et le Brésil), guerres intérieures (un autre sujet), mouvements migratoires... Ce qui conduit Bertrand Badie à évoquer un monde qui n'est plus seulement fait de géostratégie, mais produit d'inter-socialités (cf. son dernier livre sous le titre Inter-socialité). Le monde n'est plus géopolitique, et son entretien dans *ContreTemps*). Cette approche pertinente n'interdit cependant pas de s'interroger sur une réalité qui perdure, l'ambition des puissances.

Un affrontement plus difficile à cerner

Vers un affrontement Chine/USA ?

Pour des raisons différentes les deux grandes puissances rivales ne peuvent rééditer ce que fut la confrontation entre USA et URSS et leur affrontement est plus difficile à cerner notamment du fait des relations économiques bilatérales. Les USA sont de plus inscrits dans une tendance lourde, celle du recul de l'Occident en général et, surtout depuis le fiasco de l'intervention en Afghanistan, celle d'une perte de crédibilité. Donc sans possibilité de renouer avec leur hégémonie passée, économique, militaire, politique, idéologique. De son côté la Chine, qui est en situation d'être la première puissance économique mondiale, cultive des ambitions impérialistes, traduites à la fois dans l'ordre du *soft power* (le but est ici d'influencer) et du *hard power* (il s'agit là d'imposer). Mais ce n'est pas sans faiblesses car son autoritarisme domestique se paie à l'intérieur (oppositions) mais aussi à l'extérieur, même si des pays autoritaires jouent la carte chinoise (Hongrie), d'une méfiance croissante. Quant à ses initiatives elles suscitent l'hostilité de certains de ses voisins ...

Bref nous sommes en présence d'un affrontement qui est loin de pouvoir se réduire à une rivalité économique. Cette affirmation de la Chine, appuyée sur un appareil militaire sans cesse plus puissant, se traduit à la fois sur un plan économique (les « nouvelles routes de la soie », détention de la dette de nombreux pays) pour faciliter ses exportations, ou sur un terrain à la fois économique et militaire (le « collier de perles », une série de ports du Sri Lanka à l'Iran). Sans compter des ambitions territoriales (Himalaya et mer de Chine méridionale). L'ensemble suscite des réponses locales (Inde), mais surtout une réponse américaine .../...

Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

Vous souhaitez recevoir des informations régulières d'Ensemble !

Envoyer votre adresse électronique à : ensemble.mage.fc@gmail.fr, en précisant dans l'objet : inscription liste de diffusion Franche-Comté

Un monde de plus en plus dangereux (suite)

.../... qui, de Trump à Biden, tente de freiner l'ascension chinoise ou même de la contrer. D'où une apparence, une profession de foi de multilatéralisme, et la proposition de réunir dans une alliance même informelle tous les pays – les « démocraties » que ce dessein inquiète, - les Européens (cf. le dernier sommet de l'OTAN) mais non sans réticences de leur part - et les pays de la zone pacifique (Japon, République de Corée, Australie). Mais une réalité un retour à un unilatéralisme sans scrupules : retrait de Kaboul sans consultations, priorité à la zone Pacifique et cynisme avec lequel les Etats-Unis, au mépris du risque de prolifération nucléaire, ont contraint l'Australie à rentrer dans le rang en évinçant la France du marché des sous-marins australiens.

Une offensive qui tend à faire tout bouger : l'UE et surtout l'OTAN redeviennent, au moins en apparence, des alliés à traiter comme tels, avec des effets sur

des limites fortes : l'importance des liens économiques avec la Chine, la difficulté à réintroduire une opposition de type "guerre froide" entre démocraties et dictatures (malgré les pièces à charge versées au dossier chinois !).

Le risque d'un conflit majeur

Cela dit, le risque d'un conflit majeur entre deux impérialismes (avec Taiwan comme étincelle ?), dans lequel d'autres pays, dont le nôtre, ont de fortes chances d'être entraînés, s'est considérablement accentué.

Le point de vue des chefs militaires français

Général Burkhard,

« Les évolutions de la conflictualité nous obligent collectivement à envisager toutes les hypothèses d'engagements, même les plus durs » (*Ordre du jour n°1*).

Général Lecointre,

« Nous avons tous le devoir de faire prendre conscience à nos concitoyens que le monde qui les entoure est un monde violent et qu'ils vont être rattrapés par cette violence très rapidement » (devant le Sénat).

« La France ne peut imaginer qu'elle va rester à l'écart comme dans une bulle protégée » et, « Difficile de vous dire ce qui sera considéré par nos responsables

politiques comme justifiant un engagement militaire français. J'ai quelques idées, mais je me garderai bien de les donner, pour n'influencer personne » (*Le Monde*).

« Dans la confrontation qu'il va y avoir entre la Chine .../...



Nous nous permettons de reproduire ici un dessin de Stephff très explicite publié le 20/04/2006 dans l'hebdomadaire Courrier international.

<https://www.courrierinternational.com/node/1664174>

Erdogan ; la relation renouée avec Poutine dans l'objectif de neutraliser un possible axe Russie/Chine... Autant d'éléments qui montrent que Biden ne manque pas d'arguments pour tenter de changer la donne. Une nouvelle guerre froide ? Mais s'y opposent

Débâcle occidentale en Afghanistan

Jean-Paul BRUCKERT

A la suite de l'attentat d'Al-Qaida sur les tours du World Trade Center (11 septembre 2001), les États-Unis, suivis par nombre de pays occidentaux, décidaient d'intervenir militairement en Afghanistan, un pays déjà déstabilisé par l'intervention soviétique (1979-1989).

Le départ des troupes américaines, après vingt ans d'occupation et de guerre impérialiste (2001-2021) débouche sur un retour au pouvoir triomphal des Talibans, avec les conséquences intérieures que l'on sait. Pour les puissances occidentales, en dépit des proclamations du type « mission accomplie », qui occultent, après l'Irak, la faillite des projets de « nation building », les États-Unis au premier chef, mais aussi leurs alliés occidentaux, dont la France, le fiasco est total.

Sans compter les conséquences géopolitiques majeures, difficiles à mesurer aujourd'hui, l'évidence est là d'un échec de la politique menée au long des dernières décennies, des conséquences négatives de celle-ci au regard des crises que connaît la région et au-delà de la situation désastreuse dans laquelle est abandonné le peuple afghan.

Nous reviendrons bientôt sur cette question pour une analyse approfondie.

Un monde de plus en plus dangereux (suite)

.../... et les États-Unis, dans laquelle l'ensemble des nations vont être sommées de choisir un camp, il faut que nous sachions proposer une voie médiane sans trahir la relation d'amitié et d'alliance très forte que nous avons avec les Etats-Unis » (*Le Figaro*).

Les récentes initiatives françaises – mission pour la première fois d'un sous-marin nucléaire dans le Pacifique ou envoi d'avions de chasse à Pearl Harbor (Hawai) – permettent cependant de douter de la compatibilité entre une « voie médiane » et cette « alliance très forte que nous avons avec les États-Unis » !

D'autant plus inquiétant, en dépit ce qui a été dit plus haut du dialogue avec Poutine, que la Chine est alliée à la Russie dans ce que l'on pourrait considérer comme une coalition de puissances « révisionnistes ». A savoir des puissances, pour l'une désireuse d'en appeler d'un ordre mondial qui lui a été défavorable (la Russie), pour l'autre impatiente de s'affirmer comme puissance dominante (la Chine), voire hégémonique. Même si cette notion d'hégémonie doit être discutée dans le cas présent, il est clair que la Chine ébranle le leadership étatsunien.

La guerre comme moyen ?

Surtout que, depuis l'invasion de la Crimée et, indirectement, d'une partie de l'Ukraine, l'action armée est devenue l'un des moyens de parvenir à réaliser des objectifs politiques. La guerre n'avait certes pas disparu, mais un affrontement armé entre puissances, ou pour le moins des menaces, que cela porte sur des objectifs terrestres (Chine face à l'Inde dans l'Himalaya ou Russie en Syrie ou en Libye), ou maritimes (Turquie en Méditerranée orientale ou Chine en mer de Chine méridionale) est désormais de l'ordre du possible. Ce fut d'ailleurs déjà le cas au Haut-Karabakh, en Libye où Russes et Turcs s'affrontèrent par l'intermédiaire de miliciens recrutés en Syrie (Turquie) ou de sociétés privées (groupe Wagner pour la Russie). De même, de manière certes limitée dans l'Himalaya, ou en mer de Chine méridionale ! Entre la Turquie et la Grèce on en est heureusement resté aux intimidations mais le résultat a été un réarmement substantiel de la Grèce.

En raison de ce risque d'affrontement entre deux impérialismes (Chine/USA) et des initiatives armées de puissances secondes (Russie,

Turquie, Azerbaïdjan) – y a-t-il des « états carnivores » (Piotr Smolar) ? - la période durant laquelle on avait affaire à un désarmement relatif semble désormais derrière nous. Au contraire, les budgets militaires – et cela concerne tout autant des pays neutres - sont presque partout en augmentation et la course aux armements, sur le plan qualitatif surtout, mais pas seulement, est certes, inégalement, mais très fortement relancée : avions de 5ème génération, drones multi-rôles, missiles hypersoniques, satellites etc.

Il est donc désormais acquis dans les états-majors qu'il faut envisager un retour à des conflits de « haute intensité » selon les termes employés par le général Burkhard, nouveau chef d'État-Major des armées (*France culture*). Une expression désormais passée dans le public ! On ne peut être plus clair !

Ce constat exige de nous d'abord une lucidité sans concession et ensuite une détermination sans faille pour, par nos mobilisations, conjurer ces dangers.

La rupture des relations diplomatiques algéro-marocaines

Jacques Fontaine, 6-9-2021

L'annonce de la rupture des relations diplomatiques entre les deux principales puissances maghrébines annoncée le 24 août à Alger n'est pas vraiment une surprise, tant les tensions étaient montées ces derniers mois entre les deux pays. Mais ces difficultés relationnelles remontent quasiment aux lendemains de l'indépendance algérienne, ou plus exactement à la « guerre des sables » d'octobre 1963 qui voit le Maroc agresser l'Algérie pour la question des frontières (cf analyse en préparation pour le n° 87 de l'AREV).

La décision marocaine de reconnaître l'État d'Israël sous le parrainage étatsunien (10-12-2020) et la reconnaissance par Trump de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental (alors qu'il est, pour l'ONU, un « territoire non autonome ») est le premier signe récent de la forte dégradation des relations algéro-marocaines. Mais le plus inacceptable pour l'Algérie a été la note distribuée, lors de la réunion des 13-14 juillet à New-York du mouvement des non alignés, par laquelle l'ambassadeur marocain affirme que le « peuple kabyle mérite (...)

de jouir de son droit à l'autodétermination ». Ce soutien de fait au groupuscule indépendantiste kabyle du MAK et cet appel à la dislocation de l'Algérie était évidemment inacceptable pour le pouvoir algérien qui ne pouvait qu'avoir une réaction forte. Les révélations en juillet dernier de l'utilisation par le Maroc du logiciel espion israélien Pegasus pour cibler 6 000 numéros de téléphone algériens (dont ceux de hauts responsables militaires), très mal perçues en Algérie, ont encore aggravé la situation.

Le dernier combat d'Alain COCQ

LE BONJOUR...

gouvernement. »



Jacques THOMAS

Après des années de combat pour le droit de mourir dans la dignité, Alain Cocq s'est éteint le 15 juin, à l'âge de 58 ans. Il a bénéficié d'un suicide assisté à Berne, en Suisse parce que toujours impossible en France. Les militant-es de Dijon se souviennent de l'avoir côtoyé souvent dans son fauteuil roulant au gré de réunions diverses, voire même dans son lit médicalisé quand il participait encore aux manifs des gilets jaunes ces dernières années.

C'est à 23 ans qu'on lui avait diagnostiqué une maladie incurable et douloureuse. A partir de là, il se faisait fort de faire entendre la voix des handicapé-es, il avait été membre du Conseil National du PS. « Cela faisait un an qu'il aspirait à cette fin, il vivait une telle souffrance, même la morphine ne lui faisait plus d'effet, c'était inhumain », dit de lui Jean-Luc Romero, président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) qui était devenu son ami et qui l'a accompagné jusqu'au bout. « Il était serein depuis des jours car il savait qu'il allait enfin obtenir ce qu'il voulait. Il n'a pas souffert. C'était une belle mort, douce, heureuse, il l'a méritée après tant de souffrances. Quand je vois ça, je me demande comment on peut refuser le suicide assisté en France, on doit avoir ce droit. » Et J.L. Romero d'ajouter : « il aurait préféré mourir chez lui, à Dijon, mais en France, on ne lui a donné aucune solution, médicale ou politique, on l'a laissé seul. J'en veux aux institutions, au

Ce fut bien le dernier combat d'A. Cocq : à l'été 2020, il avait écrit au Président E. Macron, lui demandant d'autoriser un médecin à lui prescrire un barbiturique afin qu'il puisse « partir en paix ». Devant la réponse négative de l'Elysée – comme J. Chirac en son temps dans le cas de Vincent Humbert – il avait défrayé la chronique en décidant de filmer sa fin de vie sur Facebook, avant que sa vidéo ne soit bloquée. En avril, il avait de nouveau interpellé les députés sur la proposition de loi sur le « suicide assisté » et une majorité de députés s'étaient déclarés pour. Et avant de mourir, il avait encore rédigé une ultime lettre ouverte adressée au Président de la République, au gouvernement et aux parlementaires.

D'autres que lui ont fait ce choix : de Mireille Jospin à la bisontine Paulette Guinchard, à qui l'AREV a rendu hommage dans un précédent numéro1. Pour J.L. Romero, A. Cocq « est le symbole d'une médecine qui n'a aucune réponse à donner à un malade comme lui ». Ne doit-on pas reconnaître enfin le droit pour chacun-e d'aspirer à une fin de vie digne et d'en faciliter l'accès sans être obligé de s'exiler à l'étranger pour cela, du moins quand on en a les moyens ? Il faut ouvrir la voie à une évolution de notre législation, encore trop restrictive. Des lois en ce sens existent en Espagne, en Suisse, en Hollande, en Belgique, en Irlande. Au Portugal, en Italie et en Allemagne, c'est en cours. Les Français-es sont très largement favorables à la légalisation de l'aide active à mourir. 300 député-es ont envoyé une lettre au Premier Ministre demandant la réouverture de la discussion parlementaire sur le sujet. On attend encore la réponse ...

Liberté

Quel beau mot ! Il a inspiré, entre autres, Georges Moustaki et Serge Reggiani l'a magnifiquement chanté. Rappelez-vous. « Ma liberté longtemps je t'ai gardée comme une perle rare... »

Elle guide depuis plusieurs semaines, les pas (je n'ai pas écrit les passes...) des manifestant(e)s anti-vax et anti-passe.

Beaucoup sont sincères et dignes. Trop sont excessifs, récupérateurs, comme un certain Philippot et un Dupont quelque chose. Il y a même celles et ceux qui méritent un carton rouge et l'expulsion des manifs, avec leur étoile jaune, leurs pancartes évoquant le nazisme ou Adolf Macron. D'autres, tout aussi comploteuses, pardon comploteuses, s'affichent carrément antisémites et salissent la démocratie avec des mots crasseux.

La liberté ! Pas de vaccin, libre de mourir du COVID et de ses variants, na !

Après tout, j'ai aussi décidé d'être libre sans me préoccuper de vous, autrement dit des autres.

Désormais, à vélo, à moto ou en voiture je roulerai à gauche sur la route et dans les rues et à contre sens sur les autoroutes. Aux feux verts je m'arrêterai et je passerai aux rouges, la nuit je foncerai tous feux éteints évidemment. Bref, pas de freins à ma liberté, les autres n'ont qu'à faire attention.

ALFRED

7ème Université d'Ensemble ! 23-26 octobre 2021 Village « Azureva » à La Londe-les-Maures

Un temps de retrouvailles !

Avec le Covid, de longs mois durant et de confinement en reconfinement, rivés à nos écrans, nous nous sommes maintenus à distance les uns des autres ... Nous avons tant de choses sur lesquelles échanger, débattre, préparer l'avenir ...

Notre 7ème Université d'ENSEMBLE ! se tiendra du :

**samedi 23 octobre, 14h,
au mardi 26 octobre, 14h, après déjeuner.**

Séances plénières

- **OUVERTURE** : « Le monde en PACA » par la région PACA.
- **samedi** : « Migrants », travail sur les frontières.
- **dimanche** : « Extrêmes-droites ».
- **lundi** : « Stratégie » (commission puis partage éventuel).
- **mardi** : « Où s'en va la gauche ? ».

Ateliers et « Controverses » (2 temps de 2h) :

- Temps 1 : Santé,
ou *Lumières, universalisme, laïcité*
 - Temps 2 : Racisme/antiracisme
ou *Chômage et précarité*).
 - *Catalogne, Féminisme, Langues régionales, Palestine*
- Hommage à Michel Husson (avec développement sur ses travaux économiques).
 - Hommage à Gérard Chaouat
 - Mise en valeur des camarades espagnols :
anticapitalistas et CUP, Candidature d'Unité Populaire.

Soirées

Film le soir « Déplacer des montagnes » (samedi)

La lutte anticoloniale en Kanaky (Nouvelle Calédonie) (mardi)

Musique : groupe Harriet

* Fiche d'inscription et tarifs sur

<https://ensemblefrancheecomte.home.blog/>

